

Élections aux États-Unis

Un débat présidentiel désastreux

– Kathleen Chandler –

Élections en Grande-Bretagne

- **Un «raz-de-marée» fictif pour un gouvernement pro-sioniste, pro-OTAN et anti-ouvrier**

– Pauline Easton –

- **L'influence étrangère du Canada dans les élections britanniques est considérée comme une bonne chose**

– Hilary LeBlanc –

Cuba démantèle un complot terroriste organisé depuis les États-Unis

- **Non au ciblage de Cuba révolutionnaire! Défendons sa souveraineté, son peuple, son territoire et son droit d'être!**

– Christine Dandenault –

- **Pétition exigeant la fin du blocus américain et le retrait de Cuba de la liste américaine des États soutenant le terrorisme**

Bolivie

- **La rapidité de l'action populaire et la fermeté du gouvernement font échec à une tentative de coup d'État militaire**

– Margaret Villamizar –

Vaste opposition au sommet de l'OTAN à Washington

Un Supplément du LML bientôt

Élections aux États-Unis

Un débat présidentiel désastreux

– Kathleen Chandler –

Le président des États-Unis Joe Biden, alias Joe le génocidaire, fait face à des difficultés insurmontables depuis le débat présidentiel du 27 juin, universellement qualifié de « catastrophe ». Les démocrates sont de plus en plus nombreux à demander ouvertement qu'il cède sa place, ceux

qui favorisent la vice-présidente Kamala Harris élaborent ouvertement des « stratégies » pour qu'elle devienne la candidate à la présidence, etc. À bien examiner ce qui s'est produit, il apparaît clairement que le débat a été organisé pour pousser Biden à démissionner. Avant le débat, les médias ont beaucoup insisté pour dire que le président ne pouvait pas se permettre de trébucher et après le débat ils ont dit : « Voilà, c'est ce qu'il a fait ».

Les débats ont normalement lieu après les nominations estivales, en septembre et octobre, et il n'était pas nécessaire que Joe Biden participe à un débat si tôt dans la campagne. Il semblerait que certains membres de son équipe de campagne, et bien des donateurs, coordonnent des manoeuvres pour l'écarter. La plupart des démocrates qui lui demandent ouvertement de démissionner appartiennent à la Chambre des représentants et n'ont pas un poids particulièrement important, mais le fait qu'ils

soient si nombreux est significatif. Les hauts responsables du Sénat, qui constituent depuis longtemps la base de soutien de M. Biden, n'ont jusqu'à présent pas manifesté leur soutien. Il semblerait que les leaders du Sénat et de la Chambre des représentants tiennent des réunions pour discuter des possibilités de le remplacer, ce qui est tout à fait inhabituel et permet de croire que les efforts pour le faire partir vont s'intensifier. La tenue d'un débat en juin, avant la convention d'investiture du mois d'août, laisse également le temps à un nouveau candidat de se faire connaître au niveau national, tout en évitant une convention qui exposerait des conflits sur la place publique. Jusqu'à présent, Joe Biden dit qu'il ne démissionnerait pas, mais la demande se fait insistante.



L'ancienne présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a publiquement exprimé ses réserves. Les anciens présidents Barack Obama et Bill Clinton continuent de soutenir Joe Biden et de faire campagne pour lui, même si M. Obama exprime également des « inquiétudes » quant à sa capacité de battre Donald Trump. À Las Vegas, Michelle Obama reste la favorite. Elle ne fait pas campagne pour Joe Biden et n'a pas fait de commentaires récents sur sa candidature, bien qu'elle ait déclaré officiellement qu'elle n'avait pas l'intention de se présenter. Bien entendu, si elle décide de se présenter elle pourra compter sur les machines électorales de son mari et du sénateur Bernie Sanders. Elle est en effet la seule parmi les différentes forces en présence à jouir d'une notoriété nationale, bien qu'elle n'ait jamais exercé de fonctions à quelque niveau que ce soit.

N'oublions pas que, contrairement à Obama et Sanders, qui ont tous deux utilisé les primaires pour se bâtir un appareil indépendant, Biden dépend toujours de l'appareil du Parti démocrate, qui est lui-même beaucoup plus divisé et moins puissant que par le passé. Cela signifie qu'il a besoin d'un soutien au niveau des États pour sa campagne et qu'il doit donc répondre aux exigences de ces forces qui s'opposent aux pouvoirs fédéraux. Il s'appuiera sans doute aussi sur l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), l'organisation sioniste, qui joue un rôle important dans certains États (l'AIPAC et les milliardaires qui lui sont alliés viennent de dépenser 23 millions de dollars, dans une course primaire démocrate à New York, pour battre Jamaal Bowman, lequel a pris des positions importantes sur la Palestine et sur d'autres questions).

Une des raisons pour lesquelles Joe Biden avait été proposé comme président et que l'appareil principal du parti continue généralement de le soutenir est la crainte qu'en l'absence de sa candidature, une guerre de clans éclatera au sein du parti. Jusqu'à présent, les principaux gouverneurs qui envisagent de se présenter (Gavin Newsom en Californie, Gretchen Whitmer dans le Michigan, J.B. Pritzker dans l'Illinois) et l'actuelle vice-présidente Kamala Harris n'ont pas réussi à émerger comme un sauveur susceptible d'atténuer les divisions et de détourner la colère du grand public, en particulier en ce qui concerne le soutien de la classe dirigeante au génocide israélien. Et le mouvement qui veut profiter de l'élection pour rejeter Biden et s'opposer au génocide continue de prendre de l'ampleur dans des États clés comme le Michigan, le Wisconsin et le Minnesota, tout

comme le très grand nombre d'étudiants qui continuent à soutenir fermement la Palestine et qui sont en colère contre la répression et le système de gouvernance par les pouvoirs de police en général.

Le débat a également été caractérisé par sa nature totalement apolitique, les deux candidats s'insultant mutuellement, parlant de golf et refusant de donner des informations sérieuses ou des solutions aux problèmes qui préoccupent les Américains, comme le génocide à l'intérieur et à l'extérieur du pays. L'absence de politique reflète la réalité : ni l'un ni l'autre des partis n'est politique, mais tous deux font partie d'un cartel mafieux, avec des factions qui se disputent brutalement le pouvoir pour servir les intérêts privés des oligarques.

Le fractionnisme est inhérent au système de gouvernement et de pouvoir des partis depuis la ratification de la Constitution des États-Unis le 21 juin 1788. En fait, le système de gouvernance des États-Unis s'inspire de la philosophie et de la pensée politique connues sous le nom de « théorie de l'alliance », avancées pour la première fois par Thomas Hobbes dans son livre *Léviathan*, publié en avril 1651. Hobbes a conçu un système permettant de mettre fin aux luttes entre factions qui avaient donné lieu à des guerres civiles à l'intérieur du pays et à des guerres à l'étranger. Sa théorie de la transcendance de l'État, fondée sur la théorie de l'alliance, devait garantir la politique d'« une seule nation », la coopération entre les factions, la paix, l'ordre et le bon gouvernement. Mais ces principes ne fonctionnent plus en raison de l'opposition entre les conditions, qui exigent que le peuple soit investi du pouvoir de décider, et l'autorité qui est au service d'un très petit nombre. Ainsi, les moyens conçus dans le passé pour prévenir la guerre civile au pays n'existent plus. Ils sont une fiction. En ce qui concerne les guerres d'agression à l'étranger, le recours à la force pour résoudre les conflits est devenu la nouvelle norme depuis l'effondrement de l'ancienne Union soviétique et la déclaration selon laquelle les États-Unis sont la « nation indispensable » dont l'hégémonie doit être reconnue sous peine d'être soumis à des changements de régime et des guerres de destruction.

Si les élections ont toujours été un moyen de priver le peuple de son pouvoir en le forçant à choisir un gouvernement de parti, elles ont historiquement permis aux dirigeants d'assurer une transition pacifique d'un gouvernement à l'autre. Depuis la dernière guerre civile, elles ont permis de prévenir les guerres civiles à l'étendue du pays et ont permis aux conflits étrangers de se terminer par des négociations parce qu'ils étaient considérés comme de « politique par d'autres moyens ».

Aujourd'hui, comme le montrent les débats et les campagnes, il n'y a pas de politique, donc pas de négociations ni d'accords de paix. Les élections ne sont pas seulement impuissantes à prévenir les guerres civiles à l'intérieur du pays et les guerres à l'étranger, mais elles y sont en fait associées. La menace d'une guerre civile ouverte et violente se manifeste dans le fait que les deux candidats répètent qu'une défaite signifierait la fin de la « démocratie » et serait inacceptable. Les débats présidentiels ont également pour fonction de déterminer qui sera le meilleur « président de guerre », y compris en ce qui concerne la répression des populations à l'intérieur du pays, raison pour laquelle Joe Biden se qualifie lui-même de président de guerre.

Le naufrage d'un débat présidentiel montre que les luttes de factions sont chaque jour plus intenses et qu'une guerre de clans est en train d'éclater ouvertement sans qu'aucun pouvoir ne puisse contrôler la situation à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Maintenant qu'il semble évident que Joe Biden ne peut pas maintenir l'union ou contrôler les mandataires voyous des États-Unis tels qu'Israël et bien d'autres qu'ils tiennent sous leur coupe depuis des décennies, les dirigeants américains espèrent qu'en le remplaçant, ils trouveront une solution qui non seulement rassemblera les factions mais supprimera le mouvement en faveur du changement qui imprègne toute la vie aux États-Unis, comme c'est le cas en France, en Grande-Bretagne et dans tous les pays fondés sur la théorie de l'alliance. Les formes de répression de la révolte du peuple et de régulation des intérêts des factions au sein de la classe dirigeante ne fonctionnent plus. Le véritable défi auquel sont confrontés les dirigeants est d'étouffer la résistance et le rejet croissants du système et l'émergence organisée de ce que les pères fondateurs appelaient la plus grande faction – celle composée des sans-propriété, c'est-à-dire aujourd'hui des travailleurs.

Les dirigeants s'inquiètent en partie de savoir lequel des deux problèmes – une guerre civile ouverte et violente ou l'incapacité à tenir le peuple en laisse – est le plus important à l'heure actuelle et comment contrôler les deux, ce qui n'est pas vraiment en leur pouvoir. Et il y a aussi leurs erreurs de calcul arrogantes concernant le contrôle de l'un ou de l'autre. Jusqu'à présent, depuis la chute de l'Union soviétique, époque à laquelle les États-Unis étaient censés montrer la supériorité de la démocratie libérale, tout ce qu'ils ont fait, chez eux et à l'étranger, a été un échec. Le président américain ne peut exercer aucun contrôle sur les développements internationaux, et seule la classe ouvrière et les peuples peuvent ouvrir une voie qui réponde à leurs exigences de paix, de liberté et de démocratie, ce qui est également vrai dans le monde entier.

*Le monde tel qu'il est n'a pas de preneurs.
Le monde tel qu'il devrait être a des milliards de créateurs.*

Une situation dangereuse existe aux États-Unis parce que le changement continue d'échapper au peuple, les élections jouant un rôle important en l'empêchant de se donner les moyens de gouverner et de décider. Cette fois-ci, cela prend la forme d'un détournement de la discussion vers la question de savoir qui peut remplacer Joe Biden pour l'emporter sur Donald Trump ou – ce qui revient au même – que si Biden n'est pas remplacé, Trump gagnera et quoi qu'il arrive il ne faut pas laisser Trump gagner. De cette manière, tout est fait pour faire croire que le changement n'est pas possible et qu'il n'y a pas d'alternative. Toutes les discussions partent du point de vue avantageux des riches, qui cherchent à savoir pour qui voter, et non du point de vue avantageux du peuple, qui cherche à faire avancer la lutte pour l'émancipation des peuples.

Mais le changement n'est pas seulement possible, c'est une nécessité. Le peuple peut le faire en basant ses actions sur sa propre conception du monde imprégnée de la nécessité du changement.



Élections en Grande-Bretagne

Un «raz-de-marée» fictif pour un gouvernement pro-sioniste, pro-OTAN et anti-ouvrier

– Pauline Easton –



Grande manifestation à Londres le 6 juin 2024 : les peuples de Grande-Bretagne exigent que le nouveau gouvernement cesse d'armer le génocide israélien.

Seulement 59,9 % des électeurs inscrits ont voté à l'élection générale du 4 juillet au Royaume-Uni, soit le taux de participation le plus bas depuis que le droit de vote a été accordé à tous les adultes de plus de 21 ans en 1928, selon le rapport publié par le groupe de réflexion Institute for Public Policy Research (IPPR). C'est lamentable, et pourtant, la classe dirigeante proclame en gros titres partout que le Parti travailliste dirigé par Keir Starmer a remporté les élections par un « raz-de-marrée », remportant « la deuxième plus grande majorité à la Chambre des communes dans l'histoire de la Grande-Bretagne ».

Le Parti travailliste a remporté 412 des 650 sièges, soit près de 65 % du total. Les médias monopolisés parlent d'une « deuxième plus grande majorité à la Chambre des communes dans l'histoire de la Grande-Bretagne », mais sa part des suffrages exprimés n'est que de 34 %, ce qui, compte tenu du taux de participation de 59,9 %, signifie que le Parti travailliste a obtenu tous ces sièges avec 20,37 % des électeurs inscrits. En fait, sa part des voix a été plus faible que lors de l'élection précédente en 2019 (32 %) et encore plus faible qu'en 2017. Son mandat est le plus faible de tous les gouvernements britanniques depuis au moins la Première Guerre mondiale.

Le Parti conservateur sortant a obtenu 24 % des voix exprimées, ce qui revient à 14,38 % des électeurs ayant droit de vote, et sur cette base il a obtenu 121 sièges. Les libéraux ont pour leur part obtenu 72 sièges avec 12 % des suffrages exprimés, tandis que le Parti réformiste, avec 14 % des suffrages exprimés, n'a obtenu que quatre sièges ! Il n'est pas étonnant que le système de gouvernement de parti basé sur le scrutin majoritaire uninominal à un tour, qui donne aux partis un nombre de sièges très peu représentatif, est en perte de crédibilité et de légitimité comme jamais auparavant. Dire que le gouvernement Starmer dispose d'une « majorité écrasante » et qu'il peut donc faire ce qu'il veut est en soi l'expression d'une crise de légitimité.

Sur une note positive, le Sinn Féin est désormais le plus grand parti du nord de l'Irlande à Westminster. Il était déjà le plus important au sein de l'assemblée décentralisée de Stormont en 2022 et au niveau des conseils locaux en 2023.

Le Sinn Féin ne siège pas à Westminster en raison de sa politique d'abstentionnisme, conséquent avec son refus de prêter le serment d'allégeance au monarque anglais. Le Sinn Féin n'accepte pas le droit du Parlement de Westminster de gouverner le nord de l'Irlande. Le résultat du vote confirme la volonté du peuple irlandais de voir l'Irlande unie.



Cette élection a également été marquée par la participation d'un grand nombre de candidats indépendants (459), qui ont obtenu plus d'un demi-million de voix au total. L'ancien chef du Parti travailliste Jeremy Corbyn, qui s'est présenté en tant qu'indépendant, mérite une attention particulière pour avoir remporté la circonscription d'Islington North avec une marge énorme (24 120 contre 16 873 pour le Parti travailliste). Sa destitution en tant que chef du Parti travailliste par l'actuel chef Keir Starmer et une campagne de mensonges l'accusant d'antisémitisme, organisée par le lobby sioniste au service duquel se trouve Keir Starmer, ont condamné à jamais le parti pro-OTAN, pro-génocide sioniste et anti-ouvrier de Starmer. Il n'est pas surprenant que le parti ait perdu cinq sièges au profit d'indépendants, en grande partie à cause de sa position de soutien au génocide à Gaza. Il convient également de noter que le Parti ouvrier a recueilli plus de 210 000 voix, mais n'a pas obtenu un seul siège, ce qui inclut la perte du siège remporté par George Galloway lors de l'élection partielle de Rochdale en 2024. Les rapports indiquent que d'autres partis ayant obtenu moins de voix ont néanmoins obtenu des sièges, toujours en raison de la méthode de comptage du scrutin uninominal à un tour, ainsi que d'un système électoral qui est loin d'être représentatif du changement auquel les citoyens aspirent.

Malgré les tentatives des médias et des dirigeants de présenter Keir Starmer comme une alternative, « de gauche » qui plus est, il est connu pour ses positions anti-ouvrières, pro-génocide sioniste et pro-OTAN. Dès qu'il est devenu premier ministre, il a déclaré qu'il voulait un cessez-le-feu immédiat à Gaza et qu'il poursuivrait la politique britannique de soutien au génocide israélien. Il a assisté au sommet de l'OTAN à Washington et s'est tout de suite démarqué comme fauteur de guerre sans égal.

Les élections en France ont donné des résultats similaires. Aucun parti n'a obtenu la majorité, mais le gouvernement sera formé par une alliance de partis qui n'ont pas obtenu la majorité des voix. Tout cela montre que les peuples veulent un changement fondamental.

Mais c'est comme si de rien n'était. Le changement est une victime de ces élections.

L'élection révèle également la nécessité de renouveler le processus politique. L'ensemble des rapports entre humains et entre les humains et la nature révèlent précisément la nécessité d'investir le peuple du pouvoir de décider. Le renouveau et la rénovation basés sur des définitions modernes sont la nécessité de cette période historique de transition. Les tentatives de gouvernance qui ne donnent pas au peuple les moyens d'agir vont de crise en crise. C'est ce qui se produit déjà en France en raison des luttes de factions entre les élus et des machinations du président Macron, et ce qui se produira également en Grande-Bretagne. Le rôle que joue le peuple en s'exprimant en son nom propre sera décisif.



L'influence étrangère du Canada dans les élections britanniques est considérée comme une bonne chose

– Hilary LeBlanc –

Les informations selon lesquelles l'économiste et banquier canadien Mark Carney a joué un rôle dans la préparation de l'élection du Parti travailliste en Grande-Bretagne donnent un autre exemple du type d'ingérence étrangère que les cercles dirigeants apprécient beaucoup. M. Carney a été gouverneur de la Banque du Canada de 2008 à 2013 et gouverneur de la Banque d'Angleterre de 2013 à 2020. Il est aujourd'hui président et responsable des investissements à impact chez Brookfield Asset Management depuis 2020, et a été nommé président de Bloomberg Inc, société mère de Bloomberg L.P., en 2023.

Le journaliste politique et auteur canadien Paul Wells indique que M. Carney a soutenu la candidature de Rachel Reeves, qui a également travaillé pour la Banque d'Angleterre, dans un message vidéo adressé à la conférence annuelle du Parti travailliste à l'automne dernier et qu'il a oeuvré pour qu'elle présente le parti comme « un gouvernement qui respecte les entreprises, qui veut s'associer aux entreprises et qui est ouvert aux entreprises ». « Dans un monde incertain, la Grande-Bretagne est un pays où il fait bon faire des affaires », a-t-il dit. Depuis l'élection générale qui a porté le Parti travailliste au pouvoir, Mme Reeves a été nommée ministre des Finances.

Rachel Reeves a annoncé la création d'« un nouveau Fonds national de richesse, chargé d'investir – et donc de catalyser les investissements du secteur privé – dans des secteurs nouveaux et en pleine croissance », écrit Paul Wells. Il ajoute que M. Carney dirige un groupe de travail sur la création du « Fonds national de richesse ».

Il s'agit d'une nouvelle édition du projet libertaire lancé au Canada pour détourner l'attention des Canadiens de l'état lamentable de l'économie parce que les gouvernements empruntent auprès de banques privées avec toujours plus d'empressement et détournent tous les fonds qui devraient être

consacrés aux programmes sociaux pour payer les intérêts de la dette. Ils font de nouveaux emprunts et des paiements d'intérêts toujours plus élevés tout en volant les caisses de retraite et d'autres fonds publics pour payer les riches au nom de l'écologisation de l'économie et du financement d'intérêts privés pour construire des projets d'infrastructure, entre autres. Le plan promu par Mark Carney parle d'investissements publics-privés et d'une offensive plus ouverte contre les syndicats, accusés de nuire à l'économie en raison du « coût élevé de la main-d'oeuvre et des règles sur le lieu de travail ». Ce n'est pas une coïncidence si le *Globe and Mail* a rapporté le 11 juillet qu'il existe des tensions entre le premier ministre Justin Trudeau et la vice-première ministre Chrystia Freeland, que les hauts fonctionnaires du bureau du premier ministre ne pensent pas que Freeland ait été « efficace pour délivrer un message économique optimiste » et qu'une « source gouvernementale » ait déclaré qu'il y avait eu des discussions internes sur le recrutement de Mark Carney en tant que ministre des Finances. Selon le *Globe*, le bureau de M. Trudeau a répondu qu'il avait pleinement confiance en Mme Freeland et le bureau de cette dernière n'a pas fait de commentaire. Le *Globe* ajoute que M. Carney a critiqué le récent budget Freeland, estimant qu'il ne mettait pas suffisamment l'accent sur la stimulation de la croissance économique.

En d'autres termes, la cabale Trudeau s'efforce de se rétablir de sa déchéance dans les sondages en se distançant du budget de Mme Freeland. Le nouveau mantra n'est pas sans rappeler celui du leader de l'opposition conservatrice, Pierre Poilievre, selon qui les impôts élevés et les réglementations bureaucratiques (paperasserie) du gouvernement nuisent aux entreprises établies et empêchent les nouvelles entreprises et les nouveaux investissements de se développer. Ils affirment qu'ils nuisent même aux pauvres et à ceux qui dépendent des programmes sociaux en raison du manque de fonds publics disponibles qui s'envolent par la fenêtre pour payer la dette causée par les dépenses excessives et l'ingérence du gouvernement, ainsi que par la stagnation de l'économie.

Pour renforcer leur argument de désespoir, ils font étalage du fait que la totalité des recettes annuelles de la TPS sert à payer les intérêts annuels de la dette. « C'est ridicule ! », s'écrient-ils !

Mais que faire ? Ils ne peuvent pas demander un moratoire sur le service de la dette, car cela irait à l'encontre du service qu'ils rendent aux riches et surtout que la propriété privée est considérée comme sacrée par les impérialistes mondiaux. Mais pour montrer qu'ils réfléchissent au problème de la dette et qu'ils se creusent les méninges pour savoir quoi faire, ils suggèrent de ne plus emprunter, même si la façon d'y parvenir reste vague : « La croissance de l'économie signifie plus d'impôts, donc plus de recettes pour l'État. »

Ils décrivent les problèmes de manière à embellir leurs plans, qui sont essentiellement une répétition de la même ligne pour payer les riches qui vise à atténuer les risques de l'investissement, en particulier dans l'économie verte, et à attaquer la classe ouvrière afin de faire croître l'économie. En fin de compte, l'économie plus grande et plus productive qui est censée se matérialiser parce qu'ils le souhaitent fournira suffisamment d'argent provenant des impôts pour financer les programmes sociaux.

Ils dénoncent un nivellement de la productivité. Pour eux, l'augmentation de la productivité ne signifie pas que les travailleurs disposent de plus de temps pour humaniser l'environnement naturel et social, qui comprend s'engager dans tous les aspects de la vie, y compris la politique, et pour élever le niveau social et culturel de la société. Non, pour l'élite dirigeante, l'augmentation de la productivité est un moyen de se débarrasser des travailleurs et du très redoutable « coût du travail », ainsi que des perturbations constantes de leurs activités par une lutte des classes organisée.

Le problème qu'ils cherchent à occulter est celui de savoir qui contrôle l'économie, le produit social et, en fin de compte, la politique. Ils ne peuvent se résoudre à dire la vérité (et encore moins à agir), à savoir que les intérêts impérialistes néolibéraux mondiaux dominent et que leur mission dans la vie consiste à écorcher le proverbial boeuf économique encore et encore et à assurer leur mainmise sur le corps politique et ses institutions de gouvernance de manière à renforcer leurs intérêts privés étroits et à ne pas leur nuire.

Néanmoins, leurs plans ne font qu'exacerber la crise. La concentration de la richesse sociale entre les mains d'une minorité toujours plus petite pose un problème aux dirigeants. En effet, ceux-ci se retrouvent avec moins d'alliés qui ont un intérêt à maintenir le système, en particulier les propriétaires de petites et moyennes entreprises. Il s'agit d'une couche qui a tendance à ne plus croire que ses intérêts ne seront pas sacrifiés par les dirigeants actuels mais qui, dans des conditions du repli de la révolution, n'a pas encore exprimé sa confiance dans la classe ouvrière. Les champions du néolibéralisme ont besoin de cette couche, sinon ils deviendront encore plus isolés, car de plus en plus de travailleurs revendiquent et s'organisent autour d'un nouvel objectif et d'une nouvelle direction pour l'économie et le pays, au service du peuple et non des riches.

Avec la réduction des programmes sociaux, les personnes vulnérables et dépossédées, ainsi que de plus larges sections de la classe ouvrière confrontées à l'insécurité, deviennent de plus en plus inquiètes et instables en ce qui concerne leurs conditions et recherchent le changement. Il est évident que les intérêts privés étroits qui enrichissent des personnes comme Mark Carney ne feront rien d'autre que de plonger l'économie du Canada, qui est de plus en plus une économie de guerre, dans une nouvelle crise. Il en va de même au Royaume-Uni.



Cuba démantèle un complot terroriste organisé depuis les États-Unis

Non au ciblage de Cuba révolutionnaire! Défendons sa souveraineté, son peuple, son territoire et son droit d'être!

- Christine Dandenault -

Malgré l'échec répété des viles tentatives du gouvernement des États-Unis d'écraser la révolution cubaine par tous les moyens possibles, les forces du ministère de l'Intérieur de Cuba ont récemment démantelé un complot terroriste organisé et financé depuis les États-Unis.

Dans un rapport publié par le journal *Granma* le 7 juillet, le ministère informe que l'enquête menée par ses organes spécialisés a permis d'arrêter un homme du nom de Ardenys Garcia Alvarez, qui s'était introduit illégalement à Cuba avec des armes à feu et des munitions par voie maritime, ainsi que d'autres personnes impliquées résidant sur le territoire national. Garcia Alvarez avait émigré illégalement aux États-Unis en 2014.

Le complot fait partie d'un nouveau plan de recrutement pour mener des actions violentes, indique le rapport du ministère de l'Intérieur, qui rappelle qu'en décembre 2023, le gouvernement cubain a publié dans le Journal officiel de la République la liste des personnes et des entités qui parrainent le terrorisme contre Cuba[1]. Le

ministère mène un travail spécifique sur toutes les personnes et entités ayant fait l'objet d'enquêtes criminelles et recherchées par les autorités cubaines, en raison de leur implication dans la promotion, la planification, l'organisation, le financement, le soutien ou la commission d'actes perpétrés sur le territoire national ou dans d'autres pays, ce qui inclut les auteurs d'actes terroristes contre Cuba de 1999 à aujourd'hui.



L'action rapide des forces du ministère de l'Intérieur a empêché les plans conçus, dirigés et financés, une fois de plus, depuis les États-Unis, et a généré un processus d'enquête centré sur les faits et les personnes impliquées.

Le 13 avril dernier, *Granma* avait révélé les plans des agences de renseignement américaines pour provoquer une explosion sociale cet été, autour du 11 juillet, sous l'appellation « opération 11.7.24 ». Les tactiques favorisées comprennent entre autres le recrutement de criminels pour commettre des actes de terrorisme sur l'île. Le gouvernement demeure vigilant contre toute atteinte à la souveraineté et à celle de son peuple.

Les États-Unis n'acceptent ni la défaite subie par le régime de Batista, qui a conduit au triomphe de la révolution cubaine, ni leur échec pendant 60 ans à forcer Cuba à se soumettre en lui imposant un blocus économique, financier et commercial brutal et généralisé. La détermination inébranlable du peuple cubain, sous la direction de Fidel Castro et des dirigeants et gouvernements cubains qui ont suivi, à affirmer la souveraineté de Cuba et son droit à l'existence a prévalu pendant toutes ces années, alors même que les États-Unis menaient leur politique infructueuse à de nouveaux extrêmes.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a appelé tous les Canadiens et Québécois à étendre et intensifier leurs actions de soutien à Cuba. Une pétition demandant au gouvernement canadien d'exiger la levée du blocus et le retrait de Cuba de la liste américaine des États soutenant le terrorisme est actuellement ouverte aux signatures jusqu'au 16 octobre, et sera ensuite présentée à la Chambre des communes plus tard à l'automne. Tous sont invités à se rendre sur le site web du Parlement de la Chambre des communes et à signer la pétition, et demande à tous ses amis et sympathisants de la signer également sans délai. Faites en sorte d'obtenir le plus grand nombre de signatures possible d'ici le 26 juillet, jour de la Moncada célébré comme le jour de la rébellion nationale, commémorant l'assaut de la jeunesse révolutionnaire cubaine sur les casernes de la Moncada et Carlos Manuel de Céspedes du régime de Batista, sous la direction de Fidel Castro. Les casernes de Moncada et Carlos Manuel Céspedes étaient un symbole de la dictature brutale du régime de Batista au service de l'impérialisme américain. L'assaut a joué un rôle décisif dans la galvanisation de la lutte du peuple cubain pour affirmer sa souveraineté, ce qui a conduit à la victoire de la révolution cubaine en 1959.

***États-Unis, ne touchez pas à Cuba !
Longue vie à la Cuba révolutionnaire !***

Note

1. Le 7 décembre, le Journal officiel de la République de Cuba a publié la résolution 19/2023 du ministère de l'Intérieur, qui fait référence à la liste nationale des personnes et entités ayant fait l'objet d'enquêtes criminelles et recherchées par les autorités cubaines, en raison de leur implication dans la promotion, la planification, l'organisation, le financement, le soutien ou la commission d'actes perpétrés sur le territoire national ou dans d'autres pays, ce qui inclut les auteurs d'actes terroristes contre Cuba de 1999 à aujourd'hui.

Les affaires judiciaires en cours concernent des attaques contre des hôtels et d'autres centres touristiques de La Havane, des infiltrations le long de la côte pour mener des actions violentes, des attaques contre le président de la République et d'autres fonctionnaires, ainsi que la promotion de manoeuvres militaires contre la plus grande des Antilles, ainsi que les responsables de l'incitation, de l'organisation et du financement d'actions qui affectent l'ordre social à Cuba, par le biais d'actes violents contre des fonctionnaires et le fonctionnement normal d'entités.

Parmi les terroristes mentionnés dans la publication figurent Santiago Alvarez Fernandez Magriña, Ramon Saul Sanchez Rizo, Ana Olema Hernandez, William Cabrera Gonzalez, Michel Naranjo Riveron et Eduardo Arias Leon, ainsi que Yamila Betancourt Garcia, Alexander Otaola Casal, Orlando Gutiérrez Boronat, Eliecer Avila, Liudmila Santiesteban Cruz, Manuel Milanés Pizonero, Alain Lambert Sanchez (paparazzi cubain) et Jorge Ramon Batista Calero (Ultrack).

La participation de ces individus à des actes de sabotage et à d'autres actions punissables, par le biais du recrutement de personnes dans l'espace numérique, est mise en évidence par l'apparition dans le document d'Alexander Alazo Baro, objet du dossier d'enquête 27/2020, ouvert pour l'attaque à l'arme à feu de l'ambassade de Cuba aux États-Unis.

La base juridique de la résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations unies sur la prévention et la lutte contre le terrorisme et son financement, dans le code pénal cubain, ainsi que dans le décret-loi 317 du Conseil d'État et la résolution 16 du ministre de l'Intérieur, pour la détection et la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, la prolifération des armes et les mouvements de capitaux illicites.

(Gazeta oficial)

Révélation antérieures

Le 13 avril, le journal cubain Granma a révélé les plans des agences de renseignement américaines pour provoquer une explosion sociale cet été, autour du 11 juillet, comme une répétition des agitations de 2021 qui avaient été financés et encouragés depuis les États-Unis. Les preuves de ce que les agences de renseignement américaines appellent l'« opération 11.7.24 » ont été révélées à la suite d'une réunion au domicile du contre-révolutionnaire Marcel Felipe, par la plateforme en ligne contre le terrorisme médiatique Razones de Cuba.

Selon les informations révélées, les attaques planifiées à ce stade visent en priorité le réseau national d'électricité, en raison de son impact sur la qualité de vie de la population, a déclaré Razones de Cuba. Elles révèlent également une tentative de provoquer le sabotage et de renforcer l'offensive médiatique déstabilisatrice, ajoute la plateforme médiatique. À cette fin, Washington a « triplé son budget » et le sénateur américain anti-cubain Marco Rubio a joué un rôle décisif dans cette décision.

Les tactiques utilisées comprennent le recrutement de criminels pour commettre des actes de terrorisme sur l'île tout en poursuivant les tentatives de manipuler des questions telles que les relations entre Cuba et la Russie, en présentant leur coopération comme un moyen pour la Russie d'obtenir des soldats de Cuba, ce qui est tout manifestement faux. Les complotistes prévoient également utiliser les sanctions américaines contre la Russie pour aggraver la situation à Cuba en réduisant les livraisons de carburant et de nourriture.

Razones de Cuba révèle l'existence d'une nouvelle organisation contre-révolutionnaire, connue sous le nom de « Cuba First », liée à la préparation d'actions terroristes contre l'île. Parmi ses membres fondateurs figure Manuel Milanés Pizonero, connu pour avoir financé des actions violentes dans le passé.

Nouveaux fonds de l'ambassade des États-Unis pour la subversion à Cuba

Dans le même ordre d'idées, le site web *Cuba por Siempre*, qui promeut la solidarité avec Cuba au niveau mondial, a également révélé une nouvelle ingérence de l'ambassade des États-Unis à La Havane en vue de créer le chaos à Cuba. L'ambassade a lancé un nouveau fonds appelé « Accelerate Fund for Independent Media and Content Creators » (Fonds Accélérateur pour les médias indépendants et les créateurs de contenu). Il a été lancé avec quelque 68 800 dollars en provenance des États-Unis.

Les rapports indiquent que les projets seront axés sur la production de contenus traitant des « défis » de Cuba. Selon *Cuba por Siempre*, il s'agit de subventionner des « médias indépendants » pour « créer des contenus pertinents et accessibles aux personnes handicapées, afin d'accroître leur participation au processus démocratique », « le développement d'applications mobiles ou d'autres technologies pour la promotion des valeurs démocratiques », « la connexion et le renforcement des réseaux de créateurs de contenus indépendants à Cuba, et le financement d'études de recherche qui évaluent la situation des médias indépendants » sur l'île, indique *Cuba por Siempre*.

Il est vraiment cynique que ceux qui cherchent à étouffer l'île en la privant de nourriture, de médicaments, d'investissements, d'opportunités commerciales et de tout ce dont les Cubains ont besoin pour vivre et progresser, prétendent maintenant se soucier des personnes handicapées à Cuba. Ils ont d'abord prétendu se soucier des jeunes, puis des femmes et maintenant ce sont les personnes handicapées.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) exprime une fois de plus son opposition à la politique d'ingérence continuelle des États-Unis à Cuba. Les États-Unis ont récemment approuvé plus de 50 millions de

dollars pour ses actions subversives. De cette somme, 25 millions de sont destinés à l'Office de radiodiffusion à Cuba, responsable de la subversive Radio et TV Martí, et 25 millions sont destinés à des « programmes de promotion de la démocratie à Cuba ».

Cela montre la nécessité d'intensifier notre travail contre cette soi-disant promotion de la démocratie à Cuba par les États-Unis et contre toute conciliation avec les affirmations malveillante que Cuba ne respecte pas les droits humains et n'est pas démocratique.

Pendant que les États-Unis attisent l'anarchie et la violence en Amérique latine et intensifient l'ingérence étrangère en Haïti, il est très important d'intensifier les activités d'information, de mettre fin à toute tentative de promotion au Canada des objectifs contre-révolutionnaires des États-Unis visant à saper la révolution cubaine.

(Avec des informations de Radio Havana Cuba et Granma)



Pétition exigeant la fin du blocus américain et le retrait de Cuba de la liste américaine des États soutenant le terrorisme

Le 18 juin, la pétition e-5014 a été ouverte à la signature sur le site Internet du Parlement du Canada. La pétition, ci-dessous, a été lancée par Pierre Hivon de Ste-Marcelline et est parrainée par le député du Bloc Québécois de Joliette Gabriel Ste-Marie. La pétition est ouverte aux signatures jusqu'au 16 octobre.

***Tout est mis en oeuvre pour obtenir 2 000 signatures d'ici le jour de la Moncada !
Mettez fin au blocus américain contre Cuba !
Retirez Cuba de la liste des États terroristes !***

Pétition au gouvernement du Canada

Attendu que :

- Les relations économiques, historiques et culturelles qu'entretiennent les peuples québécois et canadien avec le peuple cubain sont nombreuses et importantes;
- Le blocus de Cuba dure depuis 60 ans et que le Canada y est opposé;
- La communauté internationale a maintes fois manifesté son appui envers le peuple cubain, notamment par le biais de votes à l'Assemblée générale des Nations Unis;
- Les effets de l'embargo ont aggravé les pénuries affectant la vie quotidienne des résidents de l'île;
- Les sanctions économiques américaines et le blocus économique envers Cuba enfreignent le droit international, ainsi que le droit à l'autodétermination et les droits de la personne du peuple cubain.



Nous soussignés, **résidents du Québec et du Canada**, prions le **gouvernement du Canada** de

1. Demander aux représentants des États-Unis, par l'intermédiaire de la ministre des Affaires étrangères, la levée du blocus de Cuba ainsi que le retrait de cette dernière de la liste des États soutenant le terrorisme;
2. Réaffirmer l'importance des droits de la personne du peuple cubain, qui se doivent d'être respectés et par conséquent dénoncer le blocus contre Cuba comme un des principaux obstacles à la pleine jouissance des droits humains du peuple cubain;
3. Agir immédiatement en vue de préserver la souveraineté du Québec et du Canada, en veillant à ce que les sociétés québécoises et canadiennes et autres entités, particulièrement gouvernementales, ne participent pas à l'application des sanctions économiques des États-Unis contre Cuba;
4. Veiller à ce que les relations qu'entretient le Québec et le Canada avec Cuba demeurent fondées sur l'égalité et le respect de la souveraineté, de l'indépendance et du droit à l'autodétermination.

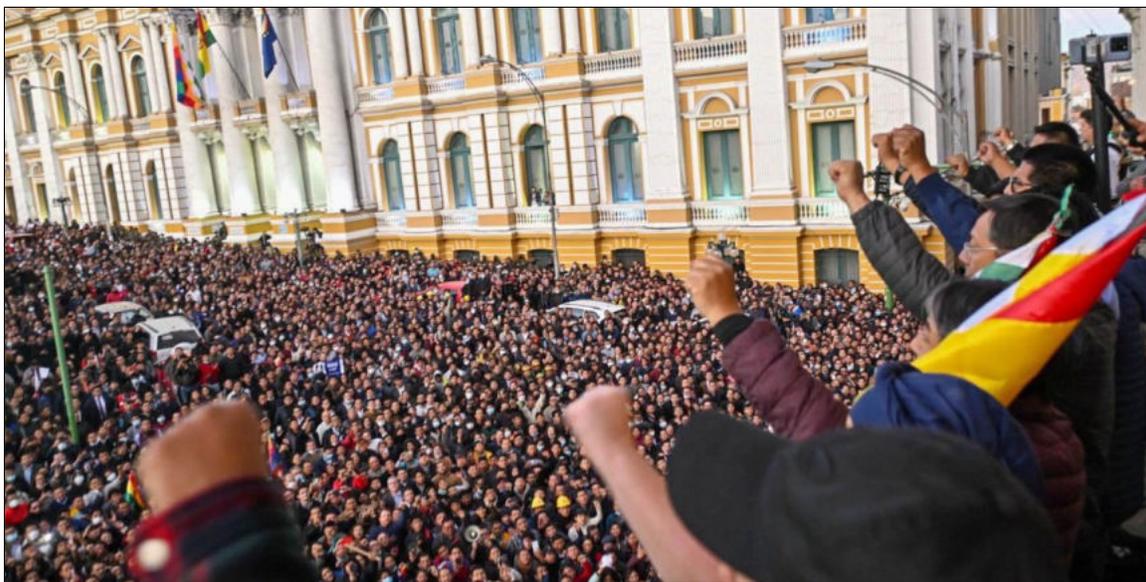
Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).



Bolivie

La rapidité de l'action populaire et la fermeté du gouvernement font échec à une tentative de coup d'État militaire

– Margaret Villamizar –



Les Boliviens descendent dans la rue pour défendre leur gouvernement élu contre la tentative de coup d'État, 26 juin 2024.

Le 26 juin, une faction de l'armée a tenté un coup d'État contre le gouvernement constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie. Le coup d'État a été déjoué par le peuple qui a agi rapidement pour défendre ses droits et son gouvernement démocratiquement élu, ce qui a fait reculer les putschistes.

Dans l'après-midi du 26 juin, le général Juan José Zuniga, qui avait été relevé la veille de ses fonctions de chef de l'armée par le président Luis Arce pour avoir fait des déclarations de nature

politique incompatibles avec son rôle militaire, a pénétré de force dans le palais du gouvernement où le président Arce et son cabinet étaient réunis. Utilisant l'un des véhicules blindés qu'il avait mobilisés pour occuper et bloquer l'accès à la place Murillo, face au palais, pour enfoncer la porte, il a déclaré que son intention était de « prendre le contrôle des pouvoirs exécutif et législatif » et de « restaurer la démocratie » dans le pays. Il a également fait savoir qu'il libérerait tous les « prisonniers politiques », à commencer par la présidente du coup d'État Jeanine Anez et son co-conspirateur violent Luis Fernando Camacho, qui purgent tous deux des peines de prison pour leur rôle dans le coup d'État de 2019.

Ziniga et d'anciens chefs de la marine et de l'armée de l'air, qui sont apparus ensemble à l'entrée du bâtiment, vêtus de gilets pare-balles, se sont retrouvés en face à face avec le président Arce et à son cabinet. En colère, Luis Arce a affirmé son autorité en tant que capitaine général des forces armées et a ordonné au général insubordonné de se retirer et de retirer immédiatement les chars et les troupes lourdement armées de la place Murillo qui, à ce moment-là, attaquaient les jeunes et d'autres forces sociales avec des gaz lacrymogènes pour les empêcher d'atteindre le palais du gouvernement.

Lorsqu'il est apparu que le soutien que les conspirateurs pensaient ou espéraient avoir de la part d'autres sections de l'armée ne s'était pas matérialisé, et que les travailleurs et d'autres sections organisées du peuple se mobilisaient dans tout le pays contre eux, le meneur Ziniga a fait demi-tour et s'est éloigné. Dans l'heure qui suivit, un nouveau commandant de l'armée a prêté serment et ordonné aux troupes de retourner à leurs casernes.

Trois heures après le coup d'État, le président Arce et son cabinet se trouvaient sur le balcon du palais présidentiel, saluant et remerciant les milliers de personnes qui s'étaient rassemblées sur la place et dans les rues pour célébrer la défaite de la tentative de coup d'État de courte durée. À ce jour, 24 personnes, dont les anciens commandants de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, ont été arrêtées et devraient être jugées pour soulèvement armé contre la sécurité et la souveraineté de l'État, terrorisme, attaques contre la sécurité du président et d'autres dignitaires de l'État, destruction ou détérioration de biens de l'État et de la richesse nationale, et utilisation abusive de biens et de services publics. L'ambassadeur de Bolivie auprès de l'Organisation des États américains a indiqué qu'environ 200 officiers militaires ont pris part au soulèvement raté.



Grand rassemblement le 12 juillet 2024

La réponse du Canada

Contrairement aux dirigeants de nombreux pays des Amériques qui ont publié des déclarations condamnant la tentative de coup d'État dès qu'ils en ont eu connaissance, le premier ministre et le

a ministre des Affaires étrangères du Canada sont restés silencieux. C'est à l'ambassadeur du Canada auprès de l'Organisation des États américains (OÉA) qu'il est revenu d'inclure quelques phrases dans son intervention à l'Assemblée générale de l'organisation, qui se tenait au Paraguay au moment de la tentative de coup d'État, indiquant que le 26 juin représentait « un moment décisif pour la démocratie » en Bolivie et que le Canada « se félicitait du maintien de l'ordre constitutionnel en Bolivie et restait ferme dans son soutien au gouvernement et au peuple démocratiquement élus de Bolivie ».

La chaîne d'information nationale CBC n'a cependant pas hésité à présenter ce qu'elle a appelé une « analyse » de la situation à peine un jour après les événements du 26 juin, sous le titre : « Coup monté ? Pourquoi la tentative de coup d'État en Bolivie n'est peut-être pas ce qu'elle semble être ». La vidéo de 11 minutes narrée par le journaliste Andrew Chang a été diffusée toutes les heures dans l'édition du 27 juin du *National News*. Comme les médias pro-impérialistes aux États-Unis et ailleurs, la CBC cherche à semer le doute en amplifiant la pathétique « explication » du général en disgrâce pour ses propos et ses actes de trahison alors qu'il était sur le point d'être arrêté : tout a été mis en scène à la demande du président Arce pour renforcer sa popularité. En d'autres termes, le coup d'État manqué n'était pas une tentative de prise de pouvoir par une section de l'armée, mais un auto-coup d'État organisé par le président.

L'« analyse » désinformatrice de la CBC feint d'ignorer qui est à l'origine de pratiquement tous les coups d'État ou tentatives de coups d'État, qu'ils soient militaires ou électoraux, dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cela inclut le dernier en date, en Bolivie en 2019, que le Canada a aidé les États-Unis et leur instrument, l'OÉA, à mettre en place pour renverser le gouvernement du président élu de l'époque, Evo Morales, et son gouvernement du Mouvement vers le socialisme – Instrument pour la souveraineté du peuple (MAS-IPSP). Ce coup d'État a été renversé un an plus tard, mais non sans avoir causé un grand tort au peuple bolivien, qui s'est rendu en nombre record en 2020 pour élire l'actuel président Luis Arce, également du MAS-IPSP, à une majorité écrasante et donner au parti la majorité des sièges dans les deux chambres du parlement. C'est cette victoire que le peuple bolivien a défendue en passant toute de suite à l'action pour bloquer la nouvelle tentative de coup d'État par les instigateurs du précédent qui s'imaginaient que rien n'avait changé depuis 2019.

